

Rentrée 2020

Plus que jamais, les évaluations nationales ne doivent pas avoir lieu !



Depuis des années, les évaluations nationales imposées par le ministère ont été largement critiquées que se soient au niveau de leur contenu, de leur forme de passation, ou encore de l'utilisation des données et leur stockage sur les serveurs d'Amazon. De nombreuses et nombreux enseignant-e-s se sont mobilisé-e-s contre ces évaluations et SUD éducation les a toujours soutenu-e-s. Cette année, l'obstination du ministère à prévoir leur passation le 14 septembre après un confinement de 2 mois et au coeur d'une crise sanitaire est irresponsable. Alors que ces 2 mois ont aggravé les inégalités sociales et scolaires de notre pays, que ce soit par les conditions de logements des familles, leurs équipements matériels ou encore par leur conditions d'accompagnement de la scolarité des enfants, faire passer des évaluations sur des notions non-travaillées l'année dernière relève de la maltraitance.

Les maintenir au mépris des inquiétudes des enseignant-e-s, élèves et familles, suscitées par cette rentrée est irrecevable. De nombreux élèves vont ainsi se retrouver en position d'échec. Ce n'est absolument pas la priorité de la rentrée, qui devrait au contraire faire en sorte que tous les personnels et élèves reviennent à l'école en confiance.

Le ministre doit annuler ces évaluations inutiles, anxiogènes et qui portent atteinte à la professionnalité des enseignant-e-s.

DES ENSEIGNANT-E-S INFANTILISÉ-E-S ET LA LIBERTÉ PÉDAGOGIQUE BAFOUÉE



Le ministère prétend que ces évaluations nationales qui sont corrigées automatiquement permettraient de cerner au plus près les besoins de chaque élève afin de leur apporter une aide personnalisée. Or comment prétendre personnaliser l'aide en classe, à partir de tests imposés d'en haut sans le consentement des équipes pédagogiques et des effectifs surchargés ? Au contraire ces évaluations sont mal conçues : des exercices trop longs, piégeux, incohérents avec le niveau pouvant être attendu des élèves et qui, de plus, ont véhiculé les années passées des stéréotypes sexistes par le choix de

certaines exercices. Elles ne sont donc pas un outil au service des enseignant-e-s et de leurs élèves. Ces évaluations remettent en cause les compétences professionnelles des enseignant-e-s en les considérant comme de simples exécutant-e-s. Elles constituent aussi une perte de temps et mettent les élèves en difficulté. Imposer un tel dispositif est en contradiction avec les principes qui fondent l'engagement professionnel de nombreux-se-s enseignant-e-s. En ce sens il est source de souffrance au travail.

VERS UNE CULTURE DE L'ÉVALUATION ET L'ÉCOLE DU TRI SOCIAL

Ces évaluations ne constituent en rien une aide pertinente pour enseigner mais démontrent la volonté ministérielle de mettre au pas les enseignant-e-s, et de mettre en concurrence élèves et établissements scolaires. Nous l'avons mesuré l'année dernière: ces évaluations sont utilisées par le ministère pour justifier ses orientations et renforcer son contrôle sur les personnels. C'est dans la remontée des réponses que se dévoile le danger de ces évaluations. Derrière un discours prétendument scientifique, le ministre entend normer les pratiques pédagogiques. On voit là le lien avec les orientations pédagogiques du ministère centrées sur les seuls "apprentissage

fondamentaux". Dans un contexte d'autonomisation accrue des établissements, la finalité de ces évaluations est limpide: classer les établissements, les écoles et les équipes pédagogiques en fonction des résultats ! Blanquer instrumentalise la crise sanitaire pour continuer sa politique d'évaluation tous azimuts. Loin d'être réservées à un usage interne, ces mesures participent au renforcement des inégalités territoriales en imposant progressivement une « culture du résultat » qui permettrait de distribuer les bons et les mauvais points aux équipes enseignantes.

NOS REVENDICATIONS

SUD éducation dénonce les tentatives d'intimidation de la hiérarchie et soutient les enseignant-e-s qui en ont été victimes.

SUD éducation revendique, contre cette vision managériale de l'école, des moyens pour une école égalitaire et émancipatrice.

SUD éducation revendique un allègement des programmes dans cette période particulière.

SUD éducation continuera de s'opposer frontalement aux tentatives de mises au pas des personnels, et revendique la suppression des évaluations nationales imposées aux élèves, et aux personnels.

SUD éducation revendique, pour le respect de la liberté pédagogique, une formation continue, sur le temps de service, répondant aux besoins des personnels.

Fédération SUD éducation

31 rue de la Grange aux belles 75010 Paris

fede@sudeducation.org



@SUD_education



@Sudeducationfederation

MOBILISONS-NOUS !

PAR LA GRÈVE

DANS L'UNITÉ

DANS LA
DURÉE